

Samedi 3 octobre 2015 :

Portes ouvertes à l'hôpital de Montreuil

**50 ANS AU SERVICE DE LA POPULATION, IL DEPEND DE NOUS TOUS
POUR QUE CELA CONTINUE !**

DEFENDONS NOTRE HOPITAL ! NOUS EN AVONS BESOIN !

Aujourd'hui, nous avons un hôpital rénové, une maternité que beaucoup nous envient, des créations d'activités, des ouvertures de lits et pourtant l'hôpital ne va pas bien, mettant en péril son aptitude à assurer une qualité d'accueil 24 heures sur 24, une activité de proximité, des soins spécialisés indispensables sur un bassin de vie de 400 000 habitants.

L'hôpital malade...de la banque !

Pourtant, l'hôpital a dû emprunter aux banques pour financer ses investissements, dont la reconstruction du Pôle Mère-Enfant.

En raison de cet endettement, les charges financières ont doublé en quatre ans, s'établissant à près de 7 millions. Le déficit est de 6 millions en 2004 ! Hors service de la dette, le résultat de l'activité de l'hôpital est excédentaire.

Mais l'hôpital se porte bien dans ses missions de service public !

Le CHI A. Grégoire a élargi son champ de compétences, augmenté son activité (+8% en 2013 et 2014). Le nombre de naissances annuelles est passé de 3200 à 3500. L'hôpital a renforcé des spécialités de proximité comme la médecine interne, la gériatrie, la cardiologie et la néphrologie, étant le seul centre de dialyse du secteur public du département.

Et pourtant, tout cela peut être remis en cause !

Ainsi, l'hôpital supporte une dette de 99 millions d'euros, aggravée depuis début 2015

par le surenchérissement des emprunts toxiques en franc suisse, annulant de facto tous les efforts des équipes pour que leur établissement remplisse pleinement ses missions auprès de la population !

L'hôpital n'a plus les moyens de fonctionner et d'investir, et cela dans un contexte où cette situation de fragilité financière va servir de prétexte pour lui imposer une cure d'austérité, qui peut le réduire « à peau de chagrin » !

Le CHI dans la tourmente...

Après avoir subi la diète budgétaire depuis au moins 20 ans, les hôpitaux publics sont encore dans le collimateur de nos gouvernants, qui s'apprêtent à leur donner « le coup de grâce » !

Le « Pacte de responsabilité », cadeau sans contrepartie au patronat, se traduit par une **nouvelle baisse des dotations hospitalières de 3 milliards d'euros en trois ans** et va donc aggraver le déficit du CHI.

Et pourtant c'est au nom de ce déficit fabriqué par les gouvernements successifs que la Loi Santé de Mme Touraine impose des Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT), pilotés par les Agences Régionales de Santé (ARS).

Défendons nos services publics, notre hôpital public de proximité !

Après la fermeture des bureaux de Poste, celle des CAF, des centres de sécurité sociale, les regroupements d'universités, la

fusion des centres des impôts et des trésoreries, les regroupements d'agence Pôle Emploi, **c'est donc au tour des hôpitaux de proximité, des maternités et des services d'urgence, d'être fermés ou fusionnés,...**

Les conséquences de ces politiques, nous les subissons au quotidien : les délais d'attente à la CAF de Rosny ou à la CPAM de Montreuil ont explosé, les salariés privés d'emploi de Bagnole ont dû aller jusqu'à Pantin quand une pièce manquait dans leur dossier d'indemnisation, les gens qui ne savent pas écrire ont le plus grand mal à accéder à leurs économies depuis que La Poste s'est transformée en banque, des vigiles ont progressivement remplacé les agents d'accueil dans les agences qui accueillent du public dans toute la Seine-Saint-Denis, les effectifs du service public ont été brutalement réduits par non remplacement des départs en retraite et non renouvellement des CDD, entraînant

surcharge de travail, conflictualité avec les usagers et burn-out...

Mais unis, rassemblés il est possible de faire reculer ces projets. Alors que la CPAM voulait fermer 11 centres d'accueil de la sécurité sociale sur 33 dans le département, la mobilisation à Bagnole a permis d'obtenir un délai sur la fermeture programmée du centre d'accueil de la sécurité sociale.

Avec les salarié-e-s de l'hôpital, usager-e-s, élu-e-s, il est urgent d'agir !

Dans le cadre d'un n-ième « Plan de retour à l'équilibre » imposé par l'ARS, la Direction de l'hôpital a confié un audit des services à Cap Gemini, entreprise privée du CAC 40 !

Au final une centaine d'emplois est menacée, des services peuvent être démantelés...

Le samedi 3 octobre, à partir de 14 heures retrouvons-nous à l'hôpital, à l'occasion des portes ouvertes :

- **Exprimons notre attachement à notre hôpital public de proximité :**
- **Non aux suppressions de postes et d'activités : l'hôpital n'est pas une entreprise !**
- **Soyons aux côtés des personnels qui luttent contre la dégradation de leurs conditions de travail, car c'est de leur professionnalisme que dépend la qualité des soins !**

La santé est notre bien commun :

Défendre le CHI, c'est en prendre soin !

**VENEZ NOMBREUX ! Aujourd'hui comme il y a trois ans,
l'avenir de notre hôpital est notre affaire !**

Rejoignez l'association !

Contact defense.chi.gregoire@gmail.com